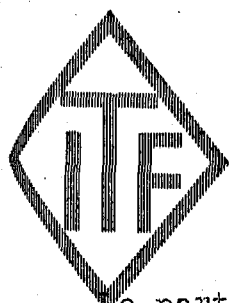


# F A S C I S M E

Amsterdam, le 4 avril 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.



Les bénéfices de guerre. (I.T.F.) Dans tous les pays les bénéfices de l'industrie des armements s'accumulent; la nouvelle course aux armements donne déjà des profits inouis. Les syndicats libres de tous les pays exigent la nationalisation des industries de l'armement et la perception de lourds impôts sur les bénéfices provenant des armements. Dans les pays à régime dictatorial les organisations ouvrières ont été opprimées; aussi les bénéfices sont-ils le plus élevé en Italie et dans le Troisième Reich.

Le parti de Mussolini avait réclaté (dans son programme du 28 août 1919) "la nationalisation de toutes les fabriques d'armes et d'explosifs... la confiscation de 86% des bénéfices de guerre". La Ilva (Alti Forni e Acciaierie d'Italia, Gênes) le consortium principal de l'industrie lourde italienne, de même que la grande société de caoutchouc Pirelli, ont accusé en 1935 le plus grand bénéfice net depuis l'existence du consortium. La Société Terni qui travaille pour la marine de guerre a pu de nouveau payer 6% de dividende; la grande entreprise de construction d'automobiles Fiat qui travaille pour l'armée en trois équipes a pu augmenter ses bénéfices nets de 24,2 à 39,1 millions et faire passer ses dividendes de 5 à 7 1/2%. La Isotto-Fraschini à Milan qui en 1934 avait encore fonctionné avec un déficit de 2,3 millions a pu gagner en 1935 5,3 millions par la livraison d'autos, d'avions et de moteurs. La Snia Viscosa la plus grande entreprise italienne de soie artificielle a pu augmenter ses bénéfices nets de 26,15 à 34,14 millions.

On peut dire que les bénéfices dans le Troisième Reich SONT ENCORE PLUS ELEVES.

L'industrie allemande des armements a "en 1934 déjà, fait souvent de fort bonnes affaires (aux travaux pour combattre le chômage) vu que l'organisme de contrôle des prix ne fonctionnait pas encore très bien" (Berliner Tageblatt, 29 septembre 1935). Pendant le dernier exercice, les bénéfices ont monté encore davantage. Depuis l'exercice 1932/33, le dernier qui se trouve encore en partie avant l'avènement de la dictature hitlérienne, jusqu'à 1934/35, les recettes brutes reconnues (!) des Sociétés travaillant pour le réarmement ont accusé l'augmentation ci-après: Hösch, 41%, Klöchner 53%, Haniel (Gute Hoffnungshütte) 65%, Metallgesellschaft, 53%, Siemens 95%, Krupp 96%.

Cette augmentation des recettes brutes donne une idée des bénéfices formidables réalisés par l'industrie des armements du Troisième Reich. Vu que les impôts payés par les sociétés en question ont monté environ à la même allure que les recettes, parfois même dans une mesure plus forte, (chez Siemens par exemple), on peut admettre que les bénéfices auront pour le moins monté autant. Vu l'art

avec lequel les bilans de l'industrie ont été rendus inintelligibles il n'est pas possible d'indiquer des chiffres exacts concernant les bénéfices nets. Certains Nazis doivent eux-mêmes reconnaître que de grandes sociétés "dissimulent les bénéfices découlant de la période de hausse des années 1933, 34 et 35, des investissements et des armements, au moyen de réserves secrètes et d'importants amortissements ainsi que par d'autres manoeuvres de comptabilité". (constatations parues dans le "Deutsche Volkswirtschaft" qui a des liens étroits avec le ministère de la Propagande, N°3 page 80 1936). "Ceux qui en 1932 se plaignaient<sup>en</sup> core de banqueroute, ne peuvent plus à présent cacher leurs bénéfices qu'à grande peine".

Le programme national-socialiste réclamait ( au point 12) la suppression totale de tous les bénéfices de guerre. Les Nazis auraient eu le pouvoir de faire aboutir cette revendication. Toutefois, non seulement ils ont laissé aux profiteurs des armements tous les bénéfices mais ils ont même fait retourner entre les mains de l'industrie privée les entreprises qui étaient de propriété publique; au début de mars, la part de l'Etat du chantier bremois "Deschimag" qui travaille à présent à plein rendement pour la marine de guerre, a été vendue à des particuliers. A la mi-mars, les industriels ont racheté la part de l'Etat du trust de l'acier. Ils pouvaient payer sans peine de leurs bénéfices sur l'armement la somme d'achat de plus de 100 millions-- on n'a pas publié de renseignements précis sur l'opération; A présent le contrôle des bénéfices réalisés sur l'armement n'en est devenu que plus difficile. "Nos coeurs vous appartiennent avec reconnaissance"--ainsi assurait le 27 mars, le grand munitionnaire Krupp à Adolf Hitler à qui les industriels doivent leurs bénéfices.

Ce que pensent les spectateurs superficiels. (I.T.F.) La "Frankfurter Zeitung" le quotidien qui, sous la protection du puissant consortium I.G.Farben, peut se permettre de temps à autre une certaine franchise s'élève ( dans son numéro du 22 mars) contre les Nazis qui veulent faire montre de radicalisme et aiment présenter Hitler comme un "socialiste" qui du moins exproprie les entreprises d'armement: "Ce n'est pas le but de la politique économique allemande d'éliminer l'organisation privée des forces de production et la libre concurrence. Bien au contraire. Plus d'une fois des instructions du gouvernement ont limité le rôle des pouvoirs publics dans l'économie. Des entreprises qui, pendant la crise étaient tombées entre les mains de l'Etat, ont été entièrement ou en partie ramenées à l'industrie privée. En dépit de bien des mesures de crise, nécessitées par la situation et modifiant l'aspect aux yeux d'un spectateur superficiel, il y a lieu par conséquent de parler d'une attitude nettement négative quant à une économie dirigée selon les principes d'un capitalisme d'Etat."

Le discours mussolinien du 23 mars. (I.T.F.) "La misère augmente en Italie; le fascisme tente de conserver la foule de ses partisans en retournant aux phrases radicales du "fascisme de la première heure". Le discours fait par Mussolini le 23 mars est caractéristique de ces efforts. Dans ce discours, le Duce a déclaré que la continuation de l'état de guerre était pour l'Italie une chose "inélucltable". Il faut donc que toute l'industrie italienne s'oriente vers la préparation d'une guerre. La grande industrie "qui travaille directement ou indirectement pour la défense de la Nation et a formé ses capitaux par la souscription d'actions... n'aura ni le temps ni la possibilité de travailler pour la consommation privée, mais devra travailler exclusivement, ou presque, pour les forces armées de la Nations". C'est pourquoi il devra y avoir dorénavant "dans quelques branches de l'industrie une gestion directe ou indirecte et dans d'autres un contrôle effectif de l'Etat. On peut aussi penser à des entreprises mixtes dans lesquelles l'Etat et les particuliers constituent le capital et organisent la gestion en commun". (Gazzetta del Popolo de Turin, N° du 24 mars 1936)

Ces affirmations qui semblent radicales, ne sont que l'habituel bluff fasciste. En 1930 et 1931 déjà l'Etat italien a dû reprendre, afin de dégrever les grandes sociétés bancaires, de gros paquets d'actions de l'industrie. Depuis plus de cinq ans, la dictature fasciste dispose, au moyen de l'Institut pour la Reconstruction Industrielle (I.R.I.), de la majorité des actions ou d'une part importante dans les principaux établissements industriels italiens. Aucun changement n'a eu lieu cependant.

La dictature fasciste déclare à présent qu'elle désire contrôler l'industrie des armements. Seulement, qui contrôle la dictature? Voilà le point crucial. L'Italie fasciste est dominée par la clique du

grand patronat et des gros bonnets fascistes. Les gros industriels, les Agnelli, Pirelli, Benni, Olivetti et Motta, barons d'industrie de la période préfasciste, ont maintenu, voire renforcé leurs positions. L'industriel Benni, homme de confiance de la grosse industrie, siège au cabinet de guerre de Mussolini. Jusqu'ici les gros industriels se sont "contrôlés" eux-mêmes; ils ont laissé "socialiser" leurs déficits et ont empêché les bénéfices. Il en restera ainsi. Le "contrôle" de l'industrie des armements, annoncé par Mussolini équivaudra --si jamais il est réalisé-- à favoriser la concentration de l'industrie des armements, en d'autres mots à renforcer davantage la position de la grosse industrie aux frais des industriels petits et moyens.

Le Cardinal se retire. (I.T.F.) L'archevêque viennois, le Cardinal Dr. Innitzer a déclaré dans un discours (le 15 mars): "Depuis que le chancelier Dollfuss a lancé le mot d'ordre d'une christianisation de l'Autriche, nous parlons de l'Autriche chrétienne. On aurait peut-être encore pu attendre un peu avant d'employer ce qualificatif et trouver d'abord un terme de transition. A présent on a en quelque sorte payé un acompte mais les termes ne sont pas réglés à la date d'échéance. Et c'est ainsi qu'on rend l'Eglise et ses représentants responsables de ce qui n'est pas encore tout à fait en règle dans l'"Etat chrétien autrichien" (Neue Freie Presse, 16 mars 1936).

La "christianisation" de l'Autriche a commencé par le bombardement des logements ouvriers de Vienne. Le Cardinal de Vienne avait affirmé (le 18 mars 1934) que c'était une "joie" que de "vivre dans Vienne libérée". Après le meurtre du Chancelier Dollfuss, son successeur Schuschnigg a poursuivi l'oeuvre de "christianisation" par une oppression brutale des ouvriers. Le Cardinal était à ses côtés. A présent l'indignation croissante des travailleurs autrichiens contre l'alliance entre la "dictature chrétienne" et le patronat réactionnaire, oblige le Cardinal à battre prudemment en retraite. Cette réserve est un indice intéressant de l'isolement progressant des dictateurs chrétiens.

Les trois quarts n'en veulent pas! (I.T.F.) 924.000 salariés au total sont inscrits en Autriche à l'assurance-maladie, soit 782.000 ouvriers et 142.000 employés. Or, le syndicat unique fasciste a communiqué récemment que sur ses 330.000 adhérents 110.000 sont sans travail. Il ne groupe par conséquent que 220.000 personnes ayant du travail, soit 23% du total des occupés. Plus des 3/4 de tous les ouvriers et employés ayant du travail se trouvent par conséquent à l'écart de la Commission syndicale.

Vienne la Rouge et Vienne la Noire. (I.T.F.) La municipalité socialiste de Vienne avait construit, au moyen du produit d'un impôt spécial grevant les gens aisés des logements ouvriers exemplaires. Depuis février 1934, Vienne la Rouge est administrée par un "dictateur chrétien". On n'y construit guère plus; les loyers des habitations municipales ont été majorés, les loyers des demeures nouvellement construites inabornables. Le Conseiller d'Etat Kunschak se plaignait le 15 mars, écrivant: "L'Etat et la municipalité ont créé la caisse dite d'assainissement dont on paie des subventions considérables aux entreprises de construction qui exécutent des travaux de transformation de vieux immeubles. Malgré ces subventions, malgré le fait que dans l'industrie du bâtiment les salaires ont été diminués en moyenne de 30% et en dépit de la circonstance qu'on a introduit dans une vaste mesure des machines économisant la main-d'oeuvre, on construit des maisons pour lesquelles le taux du loyer se trouve à un niveau vraiment insensé" (Oesterreichische Arbeiterzeitung", 21 mars 1936).

Caractéristique. (I.T.F.) Le "Völkischer Beobachter", l'organe central du parti nazi, avait publié à l'occasion des "élections" au Reichstag du 29 mars, un numéro spécial qui consiste principalement en un seul article: "Le programme, c'est la réalité". Les trois premiers points du programme qui traitent de politique extérieure (Grande-Allemagne, abrogation du Traité de Versailles, Colonies) sont prudemment passés sous silence dans cet article; à la place de cela on expose dans tous les détails les gestes héroïques de la lutte contre les Juifs. Jusqu'au point 10, le numéro spécial respecte l'ordre des points du programme; ensuite toutefois, il passe soudainement au point 21. On tait les revendications suivantes: "Suppression du revenu acquis sans travail et sans peine" (point 11); "suppression complète des bénéfices de guerre" (point 12); "étatisation de tous les trusts" (point 13); "participation aux bénéfices des entreprises importantes" (point 14);

"extension grandiose de l'assurance-vieillesse" (point 15); "municipalisation immédiate des grands magasins" (point 16); "expropriation du sol sans compensation au profit de la collectivité (point 16); "peine de mort pour les usuriers et les mercantis" (point 17). Est-ce étonnant que l'organe central du parti nazi n'ait pas osé soutenir que ces points du programme ont été réalisés?

Une légère erreur. (I.T.F.) Les nouvelles annonçant des augmentations des dividendes de presque toutes les entreprises travaillant pour le réarmement ne sont pas spécialement de nature à accentuer l'enthousiasme pour le Troisième Reich. C'est pourquoi le ministre de la Propagande a donné l'instruction que, du moins immédiatement avant les élections, il n'était pas permis de rendre publics des dividendes augmentés au-dessus de 5%. Les actionnaires cependant, sans se soucier de la comédie des élections, désiraient savoir sur quel dividende ils pouvaient compter. Il y eut de la sorte des incidents caractéristiques. Le grand consortium de la potasse Winterhall par exemple annonça (le 7 mars) que le dividende serait porté de 4 à 5%. Sur les instances des autorités, le Conseil de direction dû toutefois publier une déclaration disant qu'il avait, il est vrai, annoncé cette augmentation mais "qu'en principe pareille déclaration ne pouvait être rendue publique qu'après la session du Conseil d'administration" (qui devait de réunir le jour après les élections).

Nouveau resserrement des travaux pour combattre le chômage. (I.T.F.) Le président de l'Office central allemand de placement et d'assurance-chômage, annonce que, vu la situation financière gênée "un resserrement des travaux pour combattre le chômage est inévitable pour l'année à venir" (Deutscher Nachrichtenburo du 26 mars 1936).

Réduction des salaires ... officiellement confirmée. - Les salaires baissent tandis que les bénéfices augmentent. (I.T.F.) L'Office allemand pour la statistique publie (NO du 1er mars de "Wirtschaft und Statistik") les résultats des enquêtes relatives aux salaires dans l'industrie chimique, dans l'industrie métallurgique et dans l'ébénisterie et la construction de meubles. Ces enquêtes constituent une confirmation officielle de la réduction des salaires pratiquée dans le Troisième Reich, réduction que les autorités ont toujours refusé de reconnaître. Il est vrai que l'enquête ne révèle pas toute la portée de la dépression des salaires. Les revenus réels se trouvent au-dessous des chiffres officiels. La statistique se base sur les données fournies par les employeurs. Les salariés n'ont pu d'aucune manière vérifier ces données. Vu que les employeurs tiennent à sauver les apparences, même lorsqu'ils payent des salaires inférieurs aux taux contractuels, on peut supposer que les chiffres indiqués ont été "flattés". La seule chose certaine c'est que les revenus indiqués ne sont pas trop hauts. Les données publiées, encore que pas tout à fait exactes, montrent en tout cas, lorsqu'on les compare avec les chiffres des enquêtes officielles de 1934, que les salaires continuent à baisser dans le Troisième Reich.

Dans l'industrie chimique les salaires horaires bruts s'élevaient en moyenne, selon l'enquête officielle, à 97,4 Pfennigs en juin 1931, 84,1 Pf. en juin 1934 et 80,5 Pf. en août 1935.

Tandis que le revenu brut horaire des ouvriers de l'industrie chimique se trouvait en août 1935 de 17% au-dessous du revenu de 1931 et même de 4% au-dessous de celui de juin 1934, les cours des actions de la même industrie ont monté, selon les calculs de l'Office de statistique de 1931 à 1935 de 34%. Ils dépassaient même de 17% ceux de 1934.

Dans l'ébénisterie et la construction de meubles le revenu horaire brut s'élevait, selon les relevés officiels, en moyenne à 113,2 Pf. en mars 1931, 74,8 Pf. en mars 1934 et à 70,3 Pf. en septembre 1935.

\* pendant le Troisième Reich  
Le revenu horaire brut des ouvriers se trouvait par conséquent en septembre 1935 de 38% au-dessous de celui de mars 1931 et était encore inférieur de 6% au taux de mars 1934.

L'avant-dernière enquête relative aux salaires dans l'industrie métallurgique avait été faite en octobre 1931. Pour cette industrie, il n'est donc pas possible de constater la réduction sur la base de données officielles. Seulement les relevés officiels donnent une nouvelle preuve de l'esprit véritable de la "communauté populaire" nazie. Dans l'industrie en question le revenu horaire brut était en moyenne de 95,3 Pf. en octobre 1931 et de 83,8 Pf. en août 1935.



Tandis que le revenu brut des ouvriers métallurgistes a baissé depuis 1931 de 10%, les cours des actions de l'industrie en cause ont augmenté de 13%.

Les revenus nets des travailleurs ont baissé bien plus encore que ne le laisse supposer le recul du revenu brut. Depuis le 30 janvier 1933 les impôts ont été augmentés et on a introduit des versements facultatifs (cotisations facultatives au Front du travail, au bien-être populaire, à la défense anti-aérienne, au Secours d'hiver) qui ensemble constituent environ 10% du revenu brut. Les bénéficiaires de l'industrie par contre ont monté sensiblement plus fort que ne l'indique le mouvement des cours des actions (les chiffres ont été tous empruntés à "Wirtschaft und Statistik"; voir pour le changement dans la méthode dont sont effectuées les enquêtes, "Fascisme" N° 16 1935).

Accélération outrée. (I.T.F.) Les usines Opel annoncent que les bénéfices nets de l'exercice écoulé s'élèvent à 1/3 du capital en actions. La production a monté de 42%, les dépenses de personnel, y compris les traitements des directeurs, ne se sont accrues que de 24%.

A propos des "élections" au Troisième Reich. (I.T.F.) Le 29 mars des élections ont eu lieu dans le Troisième Reich. Les électeurs devaient se prononcer sur une unique liste, la liste du parti national-socialiste. Sous la pression de la police et des S.A. ils ont été contraints de se rendre à l'urne. Le bulletin de vote ne permettait que de voter pour la liste, de rendre un bulletin blanc ou de le rendre nul. Ce genre de vote ne permettait par conséquent pas de se prononcer contre le régime. Rendre le bulletin nul comportait de grands dangers; toute propagande anti-fasciste était brutalement persécutée. On connaissait d'avance le résultat de ces "élections" faites dans la terreur. Dans presque toutes les entreprises importantes des assemblées électorales ont eu lieu. Une fois le travail terminé toutes les sorties étaient occupées par la garde d'entreprise du Front du Travail: il était impossible de quitter l'établissement sans un permis spécial et celui qui voulait tout de même partir était notifié à la direction et à la Gestapo comme "ennemi de l'Etat".

Lorsque Hitler ou un des ministres parlait dans la ville en question ou dans une ville voisine, beaucoup d'entreprises fermaient avant l'heure. Le personnel devait se présenter en groupes par service et était conduit sous la surveillance de la garde d'entreprise au lieu de la réunion électorale. L'argent de la course pour s'y rendre devait être payé par les ouvriers eux-mêmes. Dans quelques localités on retenait sur le salaire le montant de l'entrée. Dans diverses entreprises les heures de travail tombées pouvaient être rattrapées; dans d'autres, les ouvriers devaient porter, à côté des frais de la course, encore la diminution de leur revenu.

Le résultat des élections tel qu'il a été publié, ne rend pas l'opinion des masses sur le régime hitlérien. Il ne rend même pas le résultat véritable de ces élections faites dans la terreur. Le correspondant berlinois du "Times" de Londres écrit: "Beaucoup ont l'impression que le nombre des bulletins blancs a été bien plus grand qu'en novembre 1933" (à cette époque il y a eu 3,3 millions de bulletins nuls). Les bulletins blancs étaient officiellement considérés comme valables. A Berlin, à Francfort s/M. (et certainement dans d'autres villes aussi) les bulletins blancs ont été considérés comme valables ainsi que les correspondants du "Times" et du "Nieuwe Rotterdamsche Courant" ont pu s'en convaincre par quelques essais. Le correspondant berlinois du "Neue Züricher Zeitung" écrit: "... Tout en jugeant avec toute la prudence voulue, on est vraiment forcé d'arriver à la conclusion que le gouvernement n'a guère réussi à faire baisser le nombre des voix d'opposition au-dessous du chiffre du 19 août 1934 qui était d'environ 4,3 millions".

Si pour finir, on a néanmoins annoncé 99% de voix "pour Hitler" ce n'est pas seulement un résultat de la propagande faite sans aucune restriction, de la terreur et des truquages dans certaines localités, mais aussi un indice du peu de jugement que le ministre de la Propagande du Troisième Reich attribue à l'étranger. Ce même ministre qui a fait décommander les élections des conseils de confiance, fixées au 3 et 4 avril, de crainte d'essuyer un échec, croit à présent avoir "démonstré" que la dictature n'a rien à craindre du peuple, plus spécialement de la classe ouvrière, en cas d'aventures de politique étrangère. Il est possible que les chefs nazis finissent par croire à leurs propres mensonges. Il est toutefois probable que l'armée a ses propres pensées sur la question de savoir pourquoi le vote de

des conseils de confiance a dû être décommandé, pourquoi avant les "élections" la terreur a été renforcée dans les quartiers ouvriers et dans les entreprises; il est probable qu'elle sache que les milieux prépondérants de la classe ouvrière allemande ne songent pas à se compromettre inutilement lors de prétendues élections d'un ridicule semblant de Parlement mais que cela n'en fait aucunement des "partisans sûrs" d'Hitler et qu'ils saisiront chaque occasion qui s'offre pour une lutte renforcée contre la dictature.

Les politiciens et les militaires qui perdent ces faits de vue se trompent sur la force intérieure de la dictature nazie.

Les meilleurs ne se laissent pas abattre. (I.T.F.) L'Etat, l'école et le bureau de placement tentent, dans le Troisième Reich, par une forte pression sur les parents et sur les enfants, d'amener par la force des adhésions aux groupements de jeunesse du parti nazi, la Jeunesse hitlérienne et l'Association des Jeunes filles allemandes. La Jeunesse hitlérienne bénéficie de toutes espèces d'avantages: elle seule obtient des facilités de parcours, elle seule a le droit d'utiliser sans frais les immeubles publics et les terrains de sport et elle bénéficie d'une subvention publique. Dans les écoles secondaires, les élèves pauvres ne peuvent plus obtenir des réductions de l'écolage ou la gratuité des livres d'étude que s'ils sont membres de la Jeunesse hitlérienne. Pour être admis à entrer dans la carrière de fonctionnaire, il faut aussi être membre de ce groupement.

Les organisations de la Jeunesse socialiste ainsi que les groupements bourgeois des jeunes ont été interdits; les organisations protestantes contraintes à se dissoudre. Quant aux organisations catholiques, qui en raison du Concordat conclu par le Troisième Reich avec le pape, ne peuvent pas être dissoutes, on leur fait toutes espèces de tracasseries. Malgré l'oppression, il y a cependant toujours à nouveau de jeunes travailleurs qui se dressent contre la Jeunesse hitlérienne. Au début de mars le Front allemand du travail mentionne deux cas de jeunes ouvriers ayant préféré le chômage à l'adhésion forcée à la Jeunesse hitlérienne. Le Tribunal prud'hommal de Wuppertal a confirmé le congédiement sans préavis d'un apprenti (le texte ne précise pas s'il s'agit d'un apprenti à la Reichsbahn ou aux postes) attendu que le "criminel" avait agi de manière méprisante vis-à-vis de la Jeunesse hitlérienne. Le Tribunal prud'hommal de Fulda a, de son côté, approuvé le congédiement sans préavis d'un apprenti travaillant dans une entreprise municipale, attendu qu'il avait refusé de se mettre "ne fût-ce qu'un seul jour au service de cette association" (c'est-à-dire de la Jeunesse hitlérienne).

Les Nazis croient sans doute par ces méthodes avoir raison de la résistance des jeunes contre le national-socialisme. Ils oublient cependant que la terreur précisément trempe les forces des meilleurs.

Les contrats collectifs n'existent que sur le papier. (I.T.F.) "On constate dans une vaste mesure des violations des contrats"... paroles prononcées par le Dr. Ley le 3 mars à l'occasion de la Foire commerciale de Leipzig. "Des constatations répétées ont démontré qu'un nombre d'entreprises ne respectent pas comme il le faudrait les contrats collectifs en vigueur"... des Communications officielles de mars 1936 du Commissaire au Travail pour la région de Basse-Saxe.